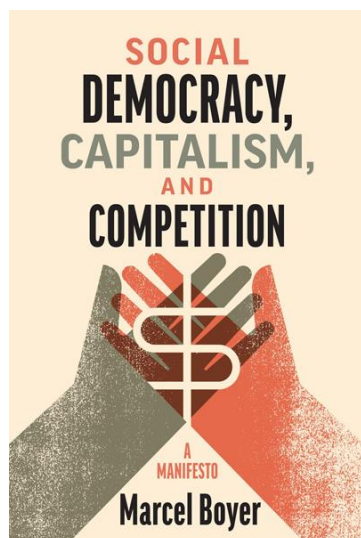


## Social Democracy, Capitalism, and Competition: A Manifesto

### Sommaire court



Il existe une complémentarité fondamentale entre social-démocratie et concurrence.

Une véritable social-démocratie s'appuie sur une définition claire des rôles respectifs des secteurs public (gouvernemental) et concurrentiel (privé) dans la fourniture de biens et services publics et sociaux (PSGS), tels l'éducation, les soins de santé, la sécurité sociale et les infrastructures. Les principaux rôles du secteur public ou gouvernemental sont de définir le panier de PSGS en quantité et en qualité et de gérer les contrats incitatifs à la performance avec le secteur privé (concurrentiel) responsable de produire et distribuer ces PSGS. Les entreprises (capitaliste, coopérative, OSBL, économie sociale, etc.) sont alors en concurrence pour obtenir les contrats de fourniture de PSGS et le secteur public n'a plus besoin de gérer directement les écoles, les hôpitaux et de nombreuses autres institutions au service des citoyens.

Parmi les réformes proposées, mentionnons : l'abolition ou la mise aux enchères des subventions et aides aux entreprises; le renforcement des règles pro-concurrence dans le contrôle des pratiques anticoncurrentielles et des fusions et acquisitions d'entreprises; la détermination d'un droit-carbone significatif et universel pour inciter les individus et les entreprises à internaliser les impacts environnementaux de leurs décisions et stratégies; l'élaboration de règles de responsabilité élargie visant à accroître les incitations des entreprises et de leurs partenaires à prévenir les accidents industriels et environnementaux et à protéger les victimes collatérales; la suppression des impôts sur les bénéfices des entreprises afin de contrecarrer la concurrence fiscale entre les États et d'inciter les entreprises à se concentrer sur leurs missions essentielles que sont la création de richesse et l'investissement en R&D et productivité.

Ces modèles de social-démocratie et de capitalisme fondés sur la concurrence représentent un retour aux sources, aux caractéristiques fondamentales de ce que la social-démocratie et le capitalisme sont censés être. Les dernières décennies ont vu les deux modèles s'éloigner des processus concurrentiels qui sont les facteurs essentiels de leur contribution potentielle au bien-être social. Cela s'est traduit, pour la social-démocratie, en un contrôle bureaucratique accru et protégé de la fourniture des biens et services publics et sociaux et pour le capitalisme, en un accroissement des activités de lobbying visant le développement de pouvoirs de marché artificiels.

Au final, les modèles de social-démocratie et de capitalisme proposés découlent d'une conception des sciences sociales et de la science économique en particulier comme l'étude des mécanismes de coordination, de motivation, de spécialisation, de régulation et de règles d'échange qui conditionnent le développement de l'intelligence collective dans la société des humains. L'intelligence collective fait référence à l'interconnexion des cerveaux pour atteindre des niveaux plus élevés de productivité et de bien-être social. Ce n'est pas l'évolution imperceptible du cerveau humain qui peut expliquer les gains

rapides de qualité de vie au cours des derniers siècles, mais l'interconnexion de ces cerveaux à travers les institutions (lois et règles sociales), la spécialisation du travail, les marchés et le commerce.

L'objet principal de la science économique est l'étude du développement de l'intelligence collective au sein de l'espèce humaine, dont une caractéristique distinctive est la capacité d'échanger, notamment avec des étrangers et à travers le temps. Dans ce vaste programme, la science économique forge des liens interactifs enrichissants avec d'autres disciplines, entre autres la psychologie expérimentale, la sociologie, la science politique, l'administration, le droit, les mathématiques, l'informatique, l'ingénierie, la comptabilité et la finance.